



**Le Kremlin
Bicêtre**

—
Référence :

**EXTRAIT DU REGISTRE
Des
Arrêtés du Maire**

MISE EN SECURITE URGENTE (PERIL IMMINENT)

94, avenue de Fontainebleau - 94270 Le Kremlin Bicêtre

DST/hygiène et salubrité / Myriam HONLA

OBJET : Arrêté N° 2026-582

Le Maire du Kremlin-Bicêtre,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L 511-19 à L 511-22, L.521-1 à L.521-4 et les articles R.511-1 à R.511-13 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2131-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1 ;

CONSIDERANT le rapport d'expertise en date du 09 octobre 2026, mettant en évidence un danger imminent manifeste concluant à l'urgence d'appliquer la procédure de Mise en sécurité d'Urgence (Péril Imminent) prévue à l'article L. 511-19 du code de la construction et de l'habitation ;

CONSIDERANT l'ampleur des désordres constatés dans deux appartements, placés l'un au-dessus de l'autre, d'un immeuble d'un étage situé à l'adresse indiquée ci-dessus, par l'architecte mandaté par le Tribunal Administratif de MELUN à la suite des signalements effectués par le propriétaire de l'appartement sinistré en raison de l'effondrement du plafond de sa salle de bain (rapport cité ci-dessus) ;

CONSIDERANT qu'après effondrement du plafond dans l'appartement situé au rez-de-chaussée côté cour, les poutres en bois visibles qui portent le plancher de l'appartement du dessus sont altérées. Pour ces raisons ces deux appartements présentant un danger imminent, sont immédiatement interdits d'accès.

CONSIDERANT que les sanitaires / douches en mauvais état avec un receveur de douche surélevé sur dalle béton/ciment constituent une surcharge. Cette situation compromet la sécurité des occupants et des voisins car le niveau de dégradation des poutres fait craindre un affaissement et un effondrement des planchers à court terme. Ces constatations confirment que ces deux appartements présentent un danger imminent d'effondrement.

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'ordonner sans délai les mesures indispensables pour faire cesser ce danger imminent.

CONSIDERANT que cet immeuble n'est plus couvert par une police d'assurance.

CONSIDERANT que cet immeuble est dépourvu de syndic de copropriété.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20261013-2026-582-AR
Date de télétransmission : 14/10/2026
Date de réception en préfecture : 14/10/2026

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

- Compte tenu de l'état des dégradations constatées, les locataires des deux appartements ne pourront occuper leur logement qu'après réparation. Le propriétaire est tenu d'assurer l'hébergement provisoire des occupants jusqu'à leur retour dans les lieux. A défaut, l'hébergement provisoire sera effectué par la collectivité publique et à la charge du propriétaire.

Au regard des conclusions de l'expert les mesures à prendre immédiatement sont :

- **Afficher sur la porte du premier étage droit au-dessus de l'appartement sinistré la lettre d'interdiction d'entrée dans l'appartement rédigée par Monsieur le Maire du KREMLIN-BICÊTRE, le 16/09/2026**
- **Installer une porte blindée au R+1 à l'entrée de l'appartement au premier étage droit afin d'en interdire l'accès**
- **Interdire au propriétaire de l'appartement du rez-de-chaussée, par courrier, l'occupation et la location de son logement avant toute réparation et notamment la consolidation nécessaire de la poutre portante entre les deux appartements.**

ARTICLE 2 :

- Ces mesures s'appliquent dès le 13 octobre 2026.

ARTICLE 3 :

- Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues aux articles L. 511-22 et à l'article L. 521-4 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 4 :

- Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 ci-dessus par lettre remise contre signature et sera affiché sur la façade de l'immeuble ainsi qu'à la mairie de la ville du Kremlin Bicêtre, ce qui vaudra notification, dans les conditions prévues aux articles L. 511-12 et R. 511-3 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 5 :

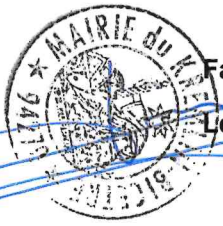
- Le présent arrêté est transmis au préfet du département.
- Aux organismes payeurs des aides personnelles aux logements.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. L'absence de réponse dans un délai deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Melun, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

 Fait à Le Kremlin Bicêtre,
Le Maire

14 SEPT 2026

Annexe : Le rapport de l'expert nommé par le Tribunal Administratif.